



Hon. Marie-Claude
Bibeau

DÉPUTÉE COMPTON • STANSTEAD M.P.

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

UN ENVIRONNEMENT SAIN
POUR UNE ÉCONOMIE SAINTE

Bonjour,

J'espère que ce bulletin vous parvient alors que vous êtes en bonne santé physique et mentale. Je comprends que plusieurs d'entre vous vivez de grandes difficultés humaines ou financières. Ne pas pouvoir serrer dans vos bras ceux que vous aimez, alors que c'est maintenant que vous en auriez le plus besoin, c'est très difficile. N'hésitez pas à demander de l'aide à vos proches, à des organismes de la région, et même à moi, votre députée, s'il s'agit de naviguer à travers les programmes d'aide fédéraux.

Ce mois-ci, je voulais plutôt vous partager l'engagement de notre gouvernement envers l'environnement. La COVID-19 sera bientôt derrière nous, mais la menace des changements climatiques demeurera bien présente. Si les travailleurs essentiels ont mis les bouchées double depuis un an déjà, il faudra remettre tous les autres au travail dès que le choc sera passé. Tant qu'à investir massivement pour relancer notre économie, le gouvernement Trudeau est engagé à transformer cela en une opportunité pour assurer un réel virage vert.

Qu'il s'agisse de recherche et d'innovation, d'aide aux entreprises, de construction d'infrastructures et bien plus, nos investissements seront sérieusement évalués en fonction de leur valeur environnementale. Est-ce que cela contribue à réduire les émissions de gaz à effet de serre ou à augmenter la séquestration du carbone? Est-ce que cela crée des emplois d'avenir?

Depuis 2015, nous avons pris une série de mesures qui visent à réduire nos émissions, mais il faut en faire beaucoup plus pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et être un pays carboneutre d'ici 2050. La mise à jour budgétaire de l'automne et la première phase de notre Plan vert qui ont été rendues publics avant les Fêtes démontrent l'envergure de notre engagement. Le présent bulletin vise à vous faire connaître nos ambitions et les différents axes d'intervention qui, au cours des prochains mois et des prochaines années, prendront la forme d'actions bien plus concrètes. Alors que

ce mot est rédigé en février, vous recevrez peut-être ce bulletin à la veille du Budget fédéral 2021. Nul doute qu'il sera aussi écrit à l'encre verte.

En terminant, heureusement qu'on a le temps des sucres pour adoucir celui des impôts! Rappelez-vous que c'est très important que chacun complète sa déclaration de revenus. Oui, on doit tous contribuer au trésor public en fonction de nos revenus. C'est grâce à ça que tout le monde a, entre autres, accès à des soins de santé gratuits.

Compléter sa déclaration de revenus c'est aussi la façon incontournable de recevoir les différentes prestations auxquelles vous avez droit, dont l'Allocation canadienne pour enfants, l'allocation canadienne pour les travailleurs (à faible revenu), la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti pour les aînés. Encore une fois, si vous avez besoin d'assistance, mon équipe et moi sommes là pour vous aider.

Bonne lecture et prenez soin de vous!

L'hon. Marie-Claude Bibeau, C.P.
Députée de Compton-Stanstead
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Facebook LIVE le jeudi 1^{er} avril, 18 h



L'environnement,
avec le ministre
du Patrimoine Canadien,
Steven Guilbeault
et la ministre de l'Agriculture
et de l'Agroalimentaire,
Marie-Claude Bibeau
[@mclauddebibeau](#)
[@steven.guilbeault](#)

Envoyez vos questions :
marie-claude.bibeau@parl.gc.ca

LE PLAN CLIMATIQUE RENFORCÉ DU CANADA

« **Le plan canadien le plus concret et le plus ambitieux qu'on ait jamais eu.** »

—Pierre-Olivier Pineau, professeur et expert en énergie de HEC Montréal

On veut et on peut tous vivre dans un environnement sain et participer à une économie dynamique. Plus tôt on agit, plus on en bénéficie. Ce plan conséquent prévoit des investissements historiques initiaux de 15 milliards \$, renforce nos engagements depuis 2015 et nous permettra dès cette année de mieux :

- créer des emplois de qualité et soutenir une relance économique durable ;
- améliorer la qualité de l'air, de l'eau et de la vie en réduisant la pollution ;
- lutter contre les changements climatiques et réduire de moitié nos émissions.

L'expérience et les experts confirment : investir en environnement, c'est payant. On y gagne en qualité d'emploi et de vie. Voici un aperçu des mesures prévues pour bâtir une économie plus inclusive et compétitive, plus propre et prospère.

DES INDUSTRIES PROPRES

Le Canada a toutes les ressources naturelles et humaines pour développer notre expertise, des technologies propres et une économie durable.

D'ici 2030, la transition vers une économie verte générera 24 millions de nouveaux emplois et 26 000 milliards \$ dans le monde.

Pour profiter de cette opportunité, Ottawa investira plus de 5 milliards \$ dans l'innovation technologique.

D'autres mesures sont aussi prévues pour encourager la transition industrielle verte, comme :

- harmoniser nos pratiques industrielles à nos politiques climatiques ;
- adopter la **Norme sur les combustibles propres** déposée en décembre 2020 ;
- éliminer d'ici 2025 les subventions inefficaces aux combustibles fossiles ;
- **réduire de moitié l'impôt des entreprises fabriquant des produits zéro émission** ;
- implanter la Stratégie canadienne **zéro déchet de plastique et l'interdiction des plastiques à usage unique** ;
- émettre la **première obligation verte** du gouvernement fédéral.

DES ÉNERGIES PROPRES

« **Un plan sérieux.** »

— Greenpeace Canada

Le Canada est un chef de file mondial de la production d'énergies durables : **80% de notre électricité provient de sources propres**, comme les énergies hydroélectrique, éolienne et solaire.

Le gouvernement du Canada investira plus de 6 milliards \$ pour profiter de son avantage concurrentiel dans un monde en transition vers les énergies vertes.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

L'énergie solaire est désormais la moins coûteuse de l'histoire. Le Canada possède 14 des 19 métaux nécessaires à la fabrication de panneaux solaires et tous les minéraux pour la production de batteries pour les véhicules électriques.

ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

- **Autobus zéro émission** : D'ici 2030, l'industrie canadienne des transports propres va croître de 28 % par an et créer 14 fois plus d'emplois qu'en 2020.
- **Incitatif Véhicules Zéro Émission (iVZE)** Remise de **5 000 \$ à l'achat** d'un VZE. Plus de 65 000 Canadiens ont profité de cette aide et **économisé jusqu'à 2 000 \$ en carburant** par an.
- **Réseau national de 4 300 bornes de recharge électrique rapide.** Les épiceries IGA de Cookshire et d'East Angus verront les leurs installées en 2021.
- **Stratégie nationale de transport actif** en appui aux solutions alternatives (pistes cyclables, sentiers de randonnée).

« **C'est encourageant pour l'avenir !** »

— Mobilité électrique Canada

LE PRIX DE LA POLLUTION

Polluer ne doit plus être gratuit. C'est pourquoi Ottawa impose un prix à la pollution cohérent avec ses impacts.

Plus on pollue, plus on paie. Les revenus du prix sur la pollution sont ainsi réinvestis dans le développement économique et social durable.

« **La tarification du carbone est le moyen le plus pratique et efficace de réduire les émissions de GES tout en stimulant les innovations.** »

— Commission de l'écofiscalité

Le prix canadien sur la pollution augmentera progressivement de 30\$ la tonne de carbone aujourd'hui à 170\$ la tonne en 2030.

Il y a fort à parier que le Québec, pionnier de la bourse du carbone, saura s'adapter et redistribuer ces revenus aux secteurs les plus touchés, comme l'agriculture.

OBJECTIF : ZÉRO ÉMISSION

La Loi sur la responsabilité en matière de carboneutralité obligera désormais le gouvernement fédéral à :

- établir des objectifs climatiques clairs et précis ;
- instaurer un processus rigoureux de suivi de la réduction des émissions ;
- atteindre la pleine **carboneutralité d'ici 2050**, soit zéro émissions nette.

UN EFFORT PLANÉTAIRE

Pour freiner, voire inverser le réchauffement climatique qui s'accélère depuis 150 ans sous l'effet de l'activité humaine, le Canada s'est joint à 194 pays pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. C'est l'**Accord de Paris sur le Climat**.



LA NATURE AU PROFIT DES COMMUNAUTÉS



Le Canada regorge de toutes les ressources naturelles essentielles :

- 9 % des forêts mondiales;
- 28 % des forêts boréales;
- 36 % des forêts durables;
- 24 % des terres humides;
- 20 % de l'eau douce et...
- le plus long littoral mondial.

Voilà bien des richesses à préserver et valoriser pour le bien de tous les Canadiens.

Notre patrimoine naturel constitue un énorme potentiel. Plus de 12% du PIB canadien dépend directement des secteurs de l'agriculture, de la foresterie et des océans — et la proportion grimpe encore avec ceux du tourisme et des loisirs. **Une autre bonne raison d'en prendre soin.**

Depuis 2015, le gouvernement canadien a effectué des investissements historiques en environnement, dont près de 3 milliards \$ pour la protection de nos terres et notre eau douce (12%), de nos zones côtières et maritimes (14%). Le plan climatique renforcé prévoit investir 4 milliards \$ pour:

- **restaurer les écosystèmes sensibles**, comme les zones humides, les tourbières, les prairies et les terres agricoles ;
- planter **2 milliards d'arbres** et ainsi créer 4 300 emplois, couvrir 1 million d'hectares, capter et stocker le carbone.

DES MILIEUX DE VIE ÉCOÉNERGÉTIQUES

1 \$ = 5 \$ Chaque dollar investi en efficacité énergétique génère **cinq fois plus d'économies.**

Nos maisons et nos bâtiments rejettent près de 20 % des émissions de GES. **Améliorer l'efficacité** énergétique contribue à réduire les dépenses et la pollution, à créer des **emplois de qualité en région** (R&D, fabrication, vente, installation, services, etc.) et à stimuler l'économie locale. Le secteur écoénergétique, c'est un demi-million d'emplois directs au Canada et près de 10% de croissance annuelle.

Pour profiter de cette **triple opportunité** énergétique, économique et écologique, le gouvernement du Canada investira dès cette année plus de 6 milliards \$ sur sept ans pour financer la construction et les rénovations écoénergétiques (isolation, fenestration, ventilation, etc.) des bâtiments communautaires, commerciaux et résidentiels.

Un propriétaire pourra ainsi profiter :

- d'une subvention de 5 000 \$;
- d'une évaluation ÉnerGuide gratuite ;
- et d'un programme de prêts garantis.

Le gouvernement canadien assurera aussi le développement de matériaux (ciments, isolants, etc.) de construction durables, d'origine locale et à faible teneur en carbone ainsi que d'un code de rénovation modèle, en vigueur avant 2025. Les mesures d'efficacité énergétique comptent parmi les moyens les plus abordables et rentables, simples, accessibles et efficaces pour lutter contre les changements climatiques.

Le financement public de programmes écoénergétiques profitera aux entrepreneurs, aux consommateurs et à l'environnement.

STRATÉGIE AGROENVIRONNEMENTALE

Les producteurs et les productrices agricoles sont les premiers à subir les contrecoups des changements climatiques. Les saisons se mélangent et les événements météorologiques extrêmes sont de plus en plus fréquents.

On reconnaît aussi que les agricultrices et les agriculteurs ont fait de gros efforts pour adopter des pratiques durables depuis les deux dernières décennies. Pendant que leur production doublait, les émissions du secteur sont demeurées à peu près stables. Néanmoins, pour atteindre les objectifs de Paris et atteindre la carboneutralité d'ici 2050, il faut faire plus.

Le secteur agricole a un rôle clé à jouer dans le Plan renforcé pour le climat du gouvernement fédéral. Depuis la mise à jour budgétaire de l'automne, 350 millions \$ sur 10 ans sont désormais dédiés à des mesures agro-environnementales. Ces programmes, présentement en développement, portent principalement sur la recherche et l'innovation, le partage des meilleures pratiques, le développement et l'accès aux technologies et aux équipements éco-énergétiques qui réduisent l'empreinte écologique des activités agricoles.

Les laboratoires vivants sont un excellent exemple d'une nouvelle approche qui réunit les producteurs et productrices agricoles, les scientifiques et les associations comme l'UPA. Ensemble, ils élaborent et mettent à l'essai des pratiques et des technologies novatrices pour résoudre les défis agroenvironnementaux. Celui du lac Saint-Pierre, par exemple, vise la gestion des sols, la qualité de l'eau et la biodiversité.

D'autres initiatives seront tournées vers la réduction de 30% des émissions causées par les engrais, les normes sur les carburants propres qui ouvrent aussi un nouveau marché et la plantation de 2 milliards d'arbres dont une bonne proportion pourrait se faire sur des terres agricoles.

Dans le cadre du dernier Partenariat canadien pour l'agriculture (CAP), le Canada a transféré 300 millions \$ sur 5 ans au Québec. Des programmes comme Prime-Vert sont ainsi offerts aux producteurs avec un financement qui provient à 60 % d'Ottawa. Il y a fort à parier que le prochain CAP, qui prendra effet en 2023, sera encore plus vert.



Marie-Claude Bibeau et le président du Centre d'initiatives en agriculture de la région de Coaticook, Réal Trépanier. (Photo : Le Progrès de Coaticook - Vincent Cliche)

LA PROTECTION DES LACS AU COEUR DES PRIORITÉS LOCALES

Depuis 2016, notre leadership a permis de franchir un certain nombre d'étapes en vue de limiter les impacts de la navigation de plaisance sur les milieux marins fragiles dont nos lacs font partie.

Dans un premier temps, le ministère fédéral des Transports a entamé un processus de modernisation de sa réglementation et a déposé, au printemps 2019, un nouveau guide des administrations locales. Ceci permet enfin aux municipalités d'utiliser les menaces environnementales pour modérer ou interdire l'accès à leurs plans d'eau. En outre, le nouveau guide réduit considérablement les délais.

Parallèlement à cette avancée technique, **Transports Canada** finance depuis quatre ans un projet pilote innovant au lac Massawippi. **Nautisme Intelligent** de **Bleu Massawippi** évalue scientifiquement l'impact des divers types de navigation sur les rives, la contamination des espèces envahissantes, ainsi que sur l'éclosion d'algues bleues et vertes. Les données recueillies sont précieuses pour guider le ministère dans sa phase 2 de modernisation de la réglementation.

La pandémie a eu ses effets sur les lacs. Les plaisanciers se sont multipliés au cours de l'été 2020. Cette véritable explosion d'utilisateurs de toutes sortes a mis en lumière l'importance et l'urgence d'offrir aux municipalités des outils efficaces pour protéger leurs lacs, spécialement les plus vulnérables. Ces outils viendront avec la phase 2 qui est attendue ce printemps.



Marie-Claude Bibeau teste les eaux du Lac Massawippi.

COVENTRY

La Table de concertation des élus pour le lac Memphrémagog, dont font partie les députées Bibeau, Brière et Bessette aux côtés de leurs homologues provinciaux et municipaux, s'assure de maintenir le moratoire et de trouver une solution viable et durable pour tous afin d'interdire les rejets de polluants, comme le lixiviat, au Vermont.

AIDES ENVIRONNEMENTALES

Plusieurs programmes fédéraux de financement pour la **protection de l'environnement** sont déjà accessibles. Certains financent la restauration de l'environnement, la conservation de la faune et des habitats. D'autres, comme le programme **ÉcoAction**, appuient des projets environnementaux locaux. **Priorité 2021 : L'eau douce**. Des programmes de soutien à la transition écoénergétique sont aussi disponibles tout au long de l'année.

- Incitatif Véhicule Zéro Émission — [TC.Canada.ca](https://www.tc.gc.ca)
- SCHL Maison écolo — [cmhc-SCHL.gc.ca](https://www.cmhc-schl.gc.ca)
- Bâtiments ISO50001 — [RNCan.gc.ca](https://www.rncan.gc.ca)
- Fonds Municipal Vert — [FCM.ca](https://www.fcm.ca)



Consultez [Canada.ca](https://www.canada.ca) ou contactez votre députée pour vérifier votre admissibilité aux programmes d'aide.

ACHAT LOCAL

Tant qu'à faire le plein, autant le faire au commerce du coin. Déjà, on le connaît bien. Comme 4 Canadiens sur 5 sont prêts à payer pour des fruits et légumes cultivés localement, autant encourager l'achat de proximité. On y gagne en conservation des aliments, réduction des transports, de la pollution. C'est **gagnant-gagnant**.



175 Queen Suite 204
Sherbrooke J1M 1K1
Tél. 1-819-347-2598
marie-claude.bibeau@parl.gc.ca

 [mclauddebibeau](https://www.facebook.com/mclauddebibeau)
 [marieclauddebibeau.libparl.ca](https://twitter.com/marieclauddebibeau)





Hon. Marie-Claude
Bibeau

DÉPUTÉE COMPTON • STANSTEAD M.P.

Minister of Agriculture and Agri-Food

**A HEALTHY ENVIRONMENT
FOR A HEALTHY ECONOMY**

Hello everyone,

I hope this newsletter finds you well, physically and mentally. I understand that many of you are facing major personal or financial struggles. It's very tough not being able to hug the people you love at a time when you need it the most. Don't be afraid to ask for help from loved ones, regional organizations and even myself, your MP, if it involves navigating federal assistance programs.

This month, I wanted to share with you our government's commitment to the environment. COVID-19 will soon be behind us, but the threat of climate change is still very much present. Essential workers have been working twice as hard for a year now, but once the crisis is over, we will need to put everyone else back to work. With the need to massively invest in restarting our economy, the Trudeau government is committed to taking this opportunity to make a real shift toward a green economy.

Whether in terms of research and innovation, support for businesses, infrastructure construction and much more, our investments will be measured against their environmental value. Will it help reduce greenhouse gases or increase carbon sequestration? Will it create the jobs of the future?

Since 2015, we have been taking a series of actions to reduce our emissions, but we need to do a lot more if we are to meet our Paris targets and become a carbon-neutral country by 2050. The fall budget update and the first phase of our Green Plan that was released before the holidays demonstrate the scope of our commitment. The purpose of this newsletter is to share our vision and present the various areas that we will be focusing on, areas that over the coming months and years will lead to much more concrete initiatives.

Although I am writing this in February, you will probably receive this newsletter just before the tabling of the 2021 Federal Budget. No doubt it will be written in **green ink**.

In closing, I just want to say that luckily, we have maple syrup season to soften the blow of tax time! Please remember that it is very important for everyone to file a tax return. Yes, we all need to contribute to the public purse, based on our income. It is thanks to these contributions that everyone has access to free health care, among other things.

Filing your tax return is also the best way to receive the various benefits you are entitled to, including the Child Tax Benefit, the Canada Workers Benefit (low-income earners), Old Age Security and the Guaranteed Income Supplement for seniors. Once again, if you require assistance, my team and I are here to help.

Take care everyone!!

The Hon. Marie-Claude Bibeau
Compton-Stanstead M.P.
Minister of Agriculture and Agri-Food

f FACEBOOK LIVE, Thursday, April 1, 2021 at 6:00 pm

The Environment, with Steven Guilbeault, Minister of Canadian Heritage, and your MP-Minister, Marie-Claude Bibeau.

@mclaubibeau
@steven.guilbeault

Send your questions :
marie-claude.bibeau@parl.gc.ca

CANADA'S STRENGTHENED CLIMATE PLAN

“The **most concrete and ambitious Canadian plan** we have ever seen.”

– Pierre-Olivier Pineau, Professor and Energy Expert at HEC Montréal

We all want and can live in a healthy environment and be part of a vibrant economy. The quicker we act, the more we will benefit. This important plan includes initial historic investments of \$15 billion, strengthens our commitments from 2015 and will, starting this year, help us do more in job of:

- creating decent jobs and supporting a sustainable economic recovery;
- improving the quality of the air, water and life by reducing pollution; and
- fighting climate change and cutting our emissions in half.

Experience and the experts agree: investing in the environment is win-win. It will provide better jobs and greater quality of life. Here is an overview of what we are planning to do in order to build an economy that is more inclusive and competitive as well as cleaner and more prosperous.

CLEAN INDUSTRIES

Canada has all the natural and human resources it needs to develop clean technologies and a sustainable economy, as demanded by nature and consumers.

By 2030, the transition to a green economy will generate 24 million new jobs and \$26 trillion around the world.

To take advantage of this opportunity, Ottawa will invest more than \$5 billion in technological innovation.

Other actions are also planned to promote the green industrial transition, including:

- harmonizing our industrial practices with our climate policies;
- adopting the Clean Fuel Standard tabled in December 2020;
- eliminating inefficient fossil fuel subsidies by 2025;
- **cutting in half the taxes paid by companies manufacturing zero-emission products;**
- implementing the Canada-wide **Strategy on Zero Plastic Waste** and banning single-use plastics; and
- issuing the **federal government's first green bond.**

CLEAN ENERGY

“**A serious plan.**”
Greenpeace Canada

Canada is a world leader in the production of clean energy: 80% of our electricity is generated from clean sources such as hydroelectric, wind and solar.

The Government of Canada will invest more than \$6 billion to benefit from its competitive advantage in a world transitioning to clean energy.

RENEWABLE ENERGY

Solar energy is now more affordable than ever. Canada has 14 of the 19 metals needed to manufacture solar panels and all the minerals needed to make batteries for electric vehicles.

TRANSPORTATION ELECTRIFICATION

- **Zero-emission buses:** By 2030, the Canadian clean transportation industry will grow by 28% per year and create 14 times more jobs than in 2020.
- **Incentive for zero-emission vehicles (iZEV):** Rebate of \$5,000 on the purchase of a ZEV. More than 65,000 Canadians took advantage of this rebate and saved up to \$2,000 per year in fuel costs.
- **National electric charging network:** 4,300 fast-charging stations. The IGA grocery stores in Cookshire and East Angus will have theirs installed in 2021.
- **National active transportation strategy** in support of alternative solutions, such as cycling paths and hiking trails.

“**This is encouraging for the future!**”

– Electric Mobility Canada

The PRICE of POLLUTION

Polluting can no longer be free. That is why Ottawa has put a price on pollution that is consistent with its impact.

The more you pollute, the more you pay. The money collected from the price on pollution is then reinvested into sustainable socioeconomic and social development initiatives.

“**Carbon pricing is the most practical and cost-effective way to lower GHG emissions while encouraging low-carbon innovation.**”

— The Ecofiscal Commission

The Canadian price on pollution will gradually increase from \$30 per tonne of carbon today to \$170 per tonne by 2030.

It is quite likely that Quebec, a carbon exchange pioneer, will be able to adapt and redistribute these revenues to the most affected sectors such as agriculture.

OBJECTIVE : ZERO EMISSION

The **Canadian Net-Zero Emissions Accountability Act** will now require the federal government to:

- set clear, specific climate targets;
- implement a strict emissions reduction tracking process; and
- achieve full net-zero emissions by 2050.

A GLOBAL EFFORT

In order to slow down, stop, if not reverse global warming that has been accelerating for 150 years due to human activity, Canada has joined 194 countries to achieve net-zero emissions by 2050. This is the **Paris Agreement**.



NATURE BENEFITING COMMUNITIES



Canada has plenty of **all the essential natural resources**:

- 9% of the world's forests;
- 28% of the boreal forests;
- 36% of sustainable forests;
- 24% of the wetlands;
- 20% of fresh water; and
- the world's longest coastline.

This is a lot of wealth to be preserved and valued for the benefit of all Canadians.

Our natural heritage has enormous potential. More than 12% of Canada's GDP is directly dependent on agriculture, forestry and the oceans—even higher when you include tourism and recreation. **Another good reason to take good care of it.**

Since 2015, the Canadian government has made historic investments in the environment, including nearly \$3 billion to protect our lands and fresh water (12%), our coastal zones and maritime areas (14%). Under the Strengthened Climate Plan, we will invest \$4 billion to :

- restore sensitive ecosystems such as wetlands, bogs, prairies and agricultural lands; and
- plant **two billion trees** and thereby create 4,300 jobs, cover 1 million hectares, and capture and store carbon.

ENERGY-EFFICIENT COMMUNITIES

1 \$ = 5 \$ Each dollar invested in energy efficiency generates \$5 back into the economy.

Our homes and buildings release nearly 20% of GHG emissions. Improving **energy efficiency** helps reduce costs and pollution, creates **quality jobs** in the regions (R&D, manufacturing, sales, service, etc.) and boosts the local economy. The energy efficiency sector represents half a million direct jobs and nearly 10% in annual growth.

To benefit from this triple energy, economic and ecological opportunity, the Government of Canada will invest more than \$6 billion to fund energy-efficient construction and renovation (insulation, windows, ventilation, etc.) of community, commercial and residential buildings.

Each residential owner could receive:

- a grant of up to \$5,000;
- free EnerGuide ratings;
- and loan guarantees.

The Government of Canada will also help develop:

- sustainable, local and low embodied carbon construction materials (cement, insulation, etc.); and
- a model renovation code, in place by 2025.

Energy efficiency measures are among the most affordable, feasible, simple, accessible and efficient ways of fighting climate change. Public funding of such programs will benefit contractors, consumers and the environment.

AGRO-ENVIRONMENTAL STRATEGY

Agricultural producers are the first to suffer the effects of climate change. There is no clear distinction between seasons, and extreme weather events are becoming more and more frequent.

We also know that farmers have worked hard over the last two decades to adopt more sustainable practices. Some sectors have been able to double their production without increasing GHG emissions. But in order to meet the Paris targets and achieve net-zero emissions by 2050, we need to do more.

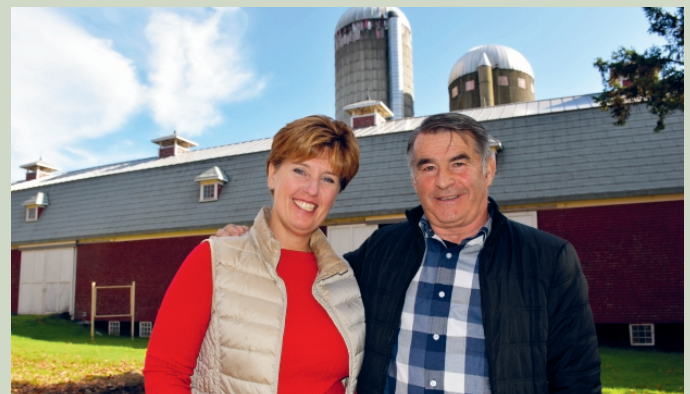
The agricultural sector has a key role to play in the federal government's Strengthened Climate Plan. Since the fall budget update, \$350 million have been earmarked for agri-environmental measures. These programs, currently in the development stage, will focus mainly on research and innovation, sharing best practices, and developing and accessing energy-efficient technologies and equipment that will reduce agriculture's environmental footprint.

Living laboratories are an excellent example of a new approach that brings together agricultural producers, scientists and associations such as the Union des producteurs agricoles (UPA). Together, they develop and test innovative practices and technologies to solve agri-environmental challenges. The one in Lake Saint-Pierre, for example, is focusing on soil management, water quality and biodiversity.

Other initiatives will focus on reducing emissions caused by fer-

tilizers by 30%, clean fuel standards that will also open up a new market, and the planting of two billion trees, some of it on farmland.

Furthermore, under the latest Canadian Agricultural Partnership (CAP), Canada transferred \$300 million over five years to Quebec. Programs such as Prime-Vert are being offered to farmers with 60% of the funding coming from Ottawa. It is quite likely that the next CAP, which will go into effect in 2023, will be even greener.



Marie-Claude Bibeau and the President of the Centre d'initiatives en agriculture de la région de Coaticook, Réal Trépanier. (Photo : Le Progrès de Coaticook - Vincent Cliche)

THE PROTECTION OF OUR LAKES AT THE HEART OF OUR LOCAL PRIORITIES

Since 2016, our leadership has made it possible to take a number of steps to limit the impact of boating on the fragile marine environments of which our lakes are a part.

As a first step, the Federal Ministry of Transport began a process of modernizing its regulations and, in spring 2019, tabled a new guide for local administrations. This finally allows municipalities to use environmental threats to moderate or deny access to their water bodies. The new guide also dramatically reduces delays.

At the same time as this technical advance, Transport Canada has been funding an innovative pilot project at Lake Massawippi for the past four years. Nautisme Intelligent de Bleu Massawippi scientifically assesses the impact of various types of navigation on the shores, the contamination of invasive species, as well as the outbreak of blue and green algae. The data collected is invaluable in guiding the ministry in its Phase 2 of regulatory modernization.

The pandemic has had its effects on the lakes. Boaters multiplied during the summer of 2020. This real explosion of users of all kinds has highlighted the importance and the urgency of offering municipalities effective tools to protect their lakes, especially the most vulnerable. These tools will come with Phase 2 which is expected this spring.



Marie-Claude Bibeau testing waters on the Massawippi Lake.

COVENTRY

The Roundtable of Elected Representatives for Lake Memphremagog, which includes MPs Bibeau, Brière and Bessette alongside their provincial and municipal counterparts, ensures that the moratorium is maintained in order to ban the discharge of pollutants, such as leachate, in Vermont.

ENVIRONMENTAL SUPPORT

Several federal funding programs for environmental protection are already available. In addition to funding environmental restoration, wildlife and habitat conservation, the EcoAction program supports promising local environmental projects. **National Priority for 2021: Fresh water.**

More energy transition support programs are also available from other Canadian partner departments and agencies.

- Zero-Emission Vehicles Incentive — [TC.Canada.ca](https://www.tc.gc.ca/eng/zero-emission-vehicles-incentive-1394219-11000-11000-11000-11000-11000.htm)
- CMHC Green Home — [cmhc-SCHL.gc.ca](https://www.cmhc-schl.gc.ca/en/energy/energy-efficiency/green-home)
- ISO50001 Buildings — [RNCAN.gc.ca](https://www.rncc.gc.ca/eng/iso-50001-buildings-1394219-11000-11000-11000-11000-11000.htm)
- Green Municipal Fund — [FCM.ca](https://www.fcm.ca/en/green-municipal-fund)

Visit [Canada.ca](https://www.canada.ca) or contact your MP to verify your eligibility to assistance programs.

BUYING LOCAL

You probably know your way around local shops and markets already. Since 4 out of 5 Canadians are willing to pay for locally grown fruits and vegetables, you might as well encourage local buying. You win in food quality and conservation, reduced transportation and pollution. It's a **win-win**.



Hon. Marie-Claude
Bibeau

DÉPUTÉE COMPTON • STANSTEAD M.P.

Minister of Agriculture and Agri-Food

175 Queen Office 204
Sherbrooke J1M 1K1
819 347-2598
marie-claude.bibeau@parl.gc.ca

 [mclaudebibeau](https://www.facebook.com/mclaudebibeau)

 marieclaudebibeau.libparl.ca

